



**Commune de BALAGNY SUR THERAIN**

Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Canton de Montataire

## **PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 JUILLET 2025**

Appel nominal des membres :

Présents : M. MARECHAL Philippe, Mme LUGEZ Carine, M. MARMIN Philippe, Mme ARHUR Sylviane, Mme GERARD Elodie, Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice, M. HERGLE Gilles, M. DUPAS Fabien, M. BAPTISTE Christophe

Pouvoirs :

Absents excusés : Mme GUILLOU Marie Odile, M. VERHOESTRATE Jean-Pierre, Mme STIZ Catherine, M. ANDRIES Christophe

Membres en place : 14

Membres présents : 10

Nombre de votants : 10

Le quorum étant de 8, il est atteint avec 10 présents.

Il est 19h00 la séance est ouverte.

Secrétaire de séance : Mme LUGEZ Carine

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du Procès-verbal du 03 juin 2025
2. Remboursements à la coopérative scolaire (théâtre du Beauvaisis et DECATHLON)
3. Approbation du projet éducatif communal
4. Devis réfection réseau assainissement, pluvial et voirie
5. Vente de gré à gré d'un bien mobilier
6. Renouvellement du contrat de concession pour la distribution de gaz sur le territoire de Balagny sur Thérain

Monsieur le Maire demande s'il peut ajouter à l'ordre du jour les 2 PV de Carence des 11 décembre 2024 et 28 mai 2025.

L'ensemble des conseillers accepte.

Monsieur MONVOISIN s'étonne que les PV de carence ne soient pas datés.

Madame LUGEZ répond que dans les entreprises, les procès-verbaux de carence ne sont pas datés, le principal est qu'il soit indiqué la date du conseil municipal concerné ainsi que la signature du Maire.

Avant de débiter l'ordre du jour du conseil municipal, monsieur le maire annonce la démission de monsieur ETHEVE Jean Victor pour cause de déménagement hors département.

Monsieur le Maire propose d'élire un ou (une) secrétaire de séance.  
Madame LUGEZ Carine se présente.

### Accord à l'unanimité

Avant de passer au premier point de l'ordre du jour, monsieur le Maire propose à l'approbation les 2 PV de carence des 11 décembre 2024 et 28 mai 2025.

**VOTE POUR : 8**

**VOTE CONTRE : 2 (Mme MORELLE, M. MONVOISIN)**

### 1) Approbation du Procès-verbal du 03 juin 2025

Madame MORELLE s'interroge sur la non retranscription dans sa globalité de la teneur des débats lors du conseil municipal du 3 juin 2025.

Monsieur MONVOISIN explique que le débat concernant le point sur la vente du matériel n'a pas du tout été retranscrit.

En effet, l'altercation entre madame MORELLE et monsieur BAPTISTE Christophe est totalement absente sur le procès-verbal. Madame MORELLE explique qu'elle a ressenti que les propos de monsieur BAPTISTE étaient dans « la provocation ».

Monsieur BAPTISTE explique que ce n'était pas du tout son intention.

Madame LUGEZ explique que sur un procès-verbal il ne faut pas une retranscription mot à mot mais un résumé de ce qui s'est passé en séance.

Madame MORELLE insiste sur le fait qu'elle n'était pas opposée à la vente mais souhaitait des informations complémentaires et qu'elle n'avait pas demandé le report du point mais que c'était d'autres membres du conseil qui l'avaient demandé.

Madame LUGEZ précise avoir demandé le report du point sur la vente du broyeur en procédant à un vote à main levée car elle estimait qu'il manquait trop d'informations pour procéder au vote de la vente du broyeur.

**VOTE POUR : 4**

**VOTE CONTRE : 2 (Mme MORELLE, M. MONVOISIN)**

**ABSTENTION : 4 (M. HERGLE, M. DUPAS, M. MARECHAL, M. MARMIN) pour cause d'absence lors du conseil du 03 juin 2025**

### 2) Remboursements à la coopérative scolaire (théâtre du Beauvaisis et DECATHLON)

Conformément à la convention de partenariat 2024/2025 conclue entre la Commune et le Théâtre du Beauvaisis, dorénavant les factures seront présentées à la coopérative scolaire dans leurs intégralités.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la coopérative de l'école a reçu la facture intégrale pour ses sorties au théâtre du Beauvaisis de septembre 2024 à juin 2025.

La part de la commune étant de 6.50€ par enfant et par spectacle, l'école prenant les 6.50 € restants à sa charge, il convient que la commune rembourse la moitié de chaque facture reçue par l'école à l'avenir.



Monsieur le Maire sollicite l'avis du conseil municipal pour rembourser la Somme de 208 € à la Coopérative de l'école dans le cadre des séances de mai 2025.

**Accord à l'unanimité**

Monsieur le Maire expose au Conseil que les écoles ont eu besoin de matériels éducatifs pour le sport, la coopérative scolaire a payé deux factures DECATHLON pour un coût global de 535.50 €, il convient de rembourser à la coopérative cette somme en l'imputant sur le compte budgétaire de la commune « fournitures scolaires ».

**Accord à l'unanimité**

**3) Approbation du projet éducatif communal**

Monsieur le maire indique qu'une réunion animée par madame GERARD a eu lieu le 19 juin 2025 pour présenter aux élus ce projet.

Madame MORELLE fait remarquer qu'il n'y a pas de date sur le document présenté au conseil de ce soir alors qu'il y en avait une d'indiquée lors de la réunion de présentation. Madame GERARD le constate également et précise que la date est bien 2025-2028.

Le Projet Educatif de la commune de Balagny sur Thérain est un cadre contractuel avec l'État qui fixe les orientations de l'ensemble de la communauté éducative du territoire en direction des enfants et des jeunes de 0 à 25 ans. C'est un outil de collaboration à l'échelle du territoire qui permet de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école et qui rassemble les acteurs intervenants autour de l'enfant.

Évolutif et dynamique, le projet éducatif permet de s'interroger sur les actions à entreprendre pour répondre au plus près des besoins des enfants, des jeunes, des familles et des professionnels. Il s'inscrit dans une démarche partenariale affirmée et renouvelée entre la commune, l'Education Nationale, les services de l'État, la CAF, les acteurs éducatifs.

**CONSIDERANT** que le projet éducatif est un outil indispensable à la cohérence des projets éducatifs ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29 ;

**VU** le Code de l'Éducation et notamment les articles L. 551-1 et R. 6551-13 et D. 521-12 ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.227-1, R.227-16 et R.227-20 ;

**VU** la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

**VU** le décret n° 2016-1051 du 1<sup>er</sup> août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre ;

**VU** le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;

**VU** la circulaire interministérielle du 19 décembre 2014 pour la promotion de la généralisation des projets éducatifs territoriaux sur l'ensemble du territoire ;

**Approuve à l'unanimité le projet éducatif communal**



#### 4) Devis réfection réseau assainissement, pluvial et voirie

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que l'état des voies et réseaux communales se sont dégradées, notamment l'affaissement à l'angle de la rue du Général Leclerc et de la rue du Général de Gaulle.

Après une réunion avec l'UTD, la décision d'une déviation pour les véhicules de plus de 7.5 Tonnes a été actée par un passage par le Tillet / Uilly saint Georges.

Pour garantir la sécurité des usagers, il devient nécessaire de faire des travaux de réfection de réseau d'assainissement, de pluvial et de voirie.

Deux devis sont proposés :

- 49 366.80 € HT de l'entreprise MEDINGER
- 43 866.27€ HT de l'entreprise SADE

Pour permettre la concrétisation de ces travaux, des subventions doivent être sollicitées auprès des organismes.

Monsieur le Maire indique que le Département participerait jusqu'à hauteur de 41% car le fait que les travaux concernent la route départementale une majoration de 10% est appliquée au taux de 31% habituel ; comme le reste à charge de la commune doit correspondre à 20% du montant des travaux HT, la DETR ne serait sollicitée qu'à hauteur de 39%.

Ce qui ferait pour l'entreprise MEDINGER un reste à charge pour la commune de 9 873.36€ HT (20%) avec une participation du département de 20 240.388€ (41%) et une participation de 19 253.052€ de la DETR (39%)

Pour l'entreprise SADE, le reste à charge de la commune s'élèverait à 8 773.254€, participation du département pour 17 985.171€ et participation de la DETR pour 17 107.845€.

Madame MORELLE indique que la commune peut récupérer la TVA.

Le Maire demandera l'autorisation de commencer les travaux avant la notification des subventions vu le caractère urgent.

Madame MORELLE demande à ce que le constat d'huissier soit noté sur le devis de SADE.

Monsieur DUPAS répond que l'entreprise SADE le fait systématiquement.

Madame MORELLE ajoute qu'il faut fournir les 2 devis aux demandes de subventions et qu'il faut partir sur le devis le plus élevé même si le conseil municipal décide à la majorité de travailler avec SADE.

Monsieur MONVOISIN demande s'il n'y avait pas une garantie décennale sur les travaux de la RD.

Monsieur le Maire répond que si et qu'il attend que la route soit plus ouverte pour prendre des photos de constatation car un tuyau béton au bout de 10 ans ne doit pas s'écraiser. Il faut prouver la malfaçon car la garantie décennale est passée d'un an alors que cela fait 4 ans que la problématique a été remontée à l'UTD.

Monsieur DUPAS demande si la déviation est bien une déviation poids lourd.

Monsieur le Maire répond que oui la déviation est prévue pour les camions de plus de 7.5 T et que c'est l'UTD qui se charge de mettre en place la signalisation de déviation.

Madame MORELLE demande si pour la sécurité des riverains, on peut décaler les barrières installées afin qu'elles soient plus droites et commencent plus bas qu'actuellement pour éviter notamment des accidents potentiels avec les véhicules qui arrivent de la rue de la Libération.

Monsieur le Maire répond qu'il va voir cette problématique avec monsieur DUPAS.



le Conseil Municipal est invité à donner son accord pour :

- le montant de l'opération soit 49 366.80 € HT
- solliciter des subventions auprès du Département et de la DETR aux taux maximums ;
- que la commune s'engage à réaliser l'opération si les subventions sollicitées sont accordées,
- que la commune assure la conservation en bon état des ouvrages, et pour ce faire d'inscrire chaque année les ressources nécessaires au budget.

#### Accord à l'unanimité

##### 5) Vente de gré à gré d'un bien mobilier

Lors du conseil municipal du 3 juin 2025, ce point avait été reporté à la demande de madame LUGEZ et par plusieurs conseillers afin d'avoir des informations plus précises.

Monsieur le Maire indique ce soir avoir parlé à un professionnel du broyeur de végétaux que le service technique n'utilise pas et qui est stocké dans le local du service technique.

Cette personne a demandé combien la commune souhaitait vendre ce broyeur de végétaux car il serait intéressé pour l'acheter.

D'ailleurs, la commune possède différents matériels qu'elle n'utilise pas et qui pourrait être vendus.

Il indique qu'aucun appel à la population n'a été fait, que le moteur était HS et qu'il a été réparé.

Le matériel mis en vente est un broyeur de végétaux ELIET PRO IV qui a environ 15-20 ans avec un prix neuf estimé à 3 000€ qui a été divisé par 2 pour le mettre en vente à 1 500€.

Madame LUGEZ s'inquiète sur le fait que le matériel ne soit pas dans l'inventaire, que nous n'ayons pas la valeur d'achat et l'année d'acquisition.

Monsieur DUPAS a cherché sur le site internet « le bon coin » et a trouvé le même modèle daté de 2011 en vente à 4 260€.

Madame LUGEZ s'interroge sur la façon dont est rédigé la délibération de ce soir.

Monsieur le Maire répond que c'est une vente de gré à gré d'un bien mobilier non utilisé selon l'article L2122-22 du CGCT.

Monsieur DUPAS et madame LUGEZ regrettent qu'il n'y ait pas eu d'annonce faite aux habitants de Balagny sur Thérain.

Madame LUGEZ souhaiterait qu'une estimation de la valeur du bien soit faite par un professionnel et continue de chercher dans l'inventaire le bien car la dénomination est peut être différente du matériel acheté.

Monsieur DUPAS indique qu'il doit y avoir sur ce genre de matériel une plaque d'identification avec l'année.

Monsieur MARMIN répond ne pas l'avoir trouvé.

Suite à ces nombreuses interrogations, monsieur le Maire reporte à nouveau ce point au prochain conseil municipal et s'engage à mettre l'annonce de la vente sur le site internet.

#### Point reporté

##### 6) Renouvellement du contrat de concession pour la distribution de gaz sur le territoire de Balagny sur Thérain

Monsieur le Maire indique que la commune est rémunérée tous les ans pour cette concession et procède à la lecture de la délibération.



Vu, les dispositions des articles L.2224-31 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), Vu, les dispositions des articles L.111-53 et L.121-32 du code de l'énergie,

Vu, les dispositions de l'article L.432-1 du code de l'énergie qui précisent que la concession de la gestion d'un réseau public de distribution de gaz est accordée par l'autorité organisatrice,

Vu, la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz sur le territoire desservi par la concession conclue entre Balagny-sur-Thérain et GRDF, le 29 août 1996, pour une durée de 30 ans,

Vu, l'Accord-cadre conclu le 7 juin 2022 dans lequel la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies), France urbaine et GRDF :

- précisent, en préambule, l'attachement des parties signataires au modèle concessif français de la distribution de gaz ;
- préconisent, à l'article 1er, une mise en œuvre du nouveau modèle de contrat de concession pour la négociation du contrat applicable sur le territoire de Balagny-sur-Thérain ;

Vu, le projet de convention de concession et son cahier des charges annexés, aux termes duquel Balagny-sur-Thérain concède au concessionnaire, GRDF, la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution de gaz sur l'ensemble de son territoire, ce projet ayant été établi sur la base du nouveau modèle de contrat de concession, objet de l'accord cadre en date du 7 juin 2022 et mis à disposition des membres de l'assemblée délibérante conformément aux dispositions de l'article L.1411-7 du CGCT,

Considérant que la mission de service public relative au développement et à l'exploitation du réseau de distribution de gaz est assurée, conformément aux dispositions des articles L.111-53, L.121-32 du code de l'énergie, par GRDF ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L.2224-31 du CGCT, il revient à l'autorité concédante de la distribution publique de gaz de négocier et de conclure le contrat de concession, et d'exercer le contrôle du bon accomplissement du service public ;

Considérant que Balagny-sur-Thérain souhaite inscrire pleinement son action d'autorité organisatrice dans la modernité et les objectifs assignés par la transition énergétique ;

Considérant que le nouveau contrat de concession et ses possibilités d'aménagement tenant compte des spécificités locales concourent à ces évolutions importantes pour notre territoire ;

Monsieur le Maire, après avoir rappelé la composition de l'ensemble contractuel constitué d'une convention de concession, d'un cahier des charges et de ses annexes, expose les principales dispositions du projet d'accord :

- La convention est conclue pour une durée de 30 ans au regard des droits et obligations du concessionnaire ;
- Elle instaure un nouveau modèle de gouvernance des investissements sur le réseau en vue d'un partage approfondi des politiques d'adaptation et de modernisation des ouvrages concédés ;
- Elle comporte des dispositions en faveur du développement de la production de gaz renouvelable lequel est essentiel pour contribuer aux enjeux de la neutralité carbone et de l'indépendance énergétique des territoires ;
- La nouvelle formule de calcul de la redevance de fonctionnement R1 reflète de manière plus juste la réalité de l'activité et des caractéristiques de la concession ;

- Un certain nombre de clarifications sont apportées s'agissant des données transmises par le concessionnaire à l'AOD, du régime de propriété des ouvrages et de la clause relative à la fin du service public de gaz.

L'assemblée délibérante est amenée à :

- **Approuver** le nouveau contrat de concession pour la distribution publique de gaz, comprenant la convention de concession, le cahier des charges de concession et ses annexes
- **Approuver** les dispositions de l'Accord-cadre du 7 juin 2022 en ce que celui-ci contribue à éclairer le contenu et la portée du modèle de contrat de concession
- **Autoriser** le Maire du Balagny-sur-Thérain à signer le nouveau contrat de concession de distribution de gaz qui s'appliquera pour une durée de 30 ans et à procéder à toutes formalités tendant à le rendre exécutoire

Madame LUGEZ souligne que le mode de calcul est très complexe et qu'il faut s'assurer que GRDF nous envoie le détail précis qui permette de vérifier la somme versée annuellement à la commune.  
Madame LUGEZ demande ce qu'il se passe si la commune ne renouvelle pas la convention.  
Monsieur DUPAS répond qu'en cas de non renouvellement, c'est la commune qui devient propriétaire et doit assumer financièrement tous les dysfonctionnements.

**Accord à l'unanimité**

Séance levée à 20h05

Philippe MARECHAL  
Maire de Balagny sur Thérain



Carine LUGEZ  
Secrétaire de séance



Mairie de Balagny sur Thérain  
Place Gabriel Péri  
60250 BALAGNY SUR THERAIN

tél: 03 44 26 48 43  
fax: 03 44 26 35 16  
e-mail: [contact@mairie-balagnysurtherain.fr](mailto:contact@mairie-balagnysurtherain.fr)

